

Villes vertes : le palmarès 2011

ANGERS (49) Biopole, centre de valorisation des déchets ménagers innovant qui permet de réduire le volume; couches lavables dans 6 crèches.

BORDEAUX (33) « Couveuse » pour faciliter l'installation d'agriculteurs; maison écocitoyenne.

CHALON-SUR-SAÔNE (71) Distribution d'un kit d'économies d'eau et d'énergie.

LAMBESC (13) Expérience de la maîtrise de la demande en énergie grâce à un réseau électrique « intelligent ».

LA MOTTE-SERVOLEX (73) Ilots de sénescence en forêt pour préserver la biodiversité, « Objectif zéro pesticide ».

LA ROCHELLE (17) Navettes électriques sans conducteur.

LE THUIT-SIGNOL (27) Maison de l'eau pour sensibiliser aux problématiques de l'eau.

LOOS-EN-GOHELLE (62) Corridors de biodiversité, ceinture verte autour de la ville; chemin d'interprétation pour les visiteurs.

MOUANS-SARTOUX (06) Régie municipale agricole pour fournir les cantines scolaires en produits bio.

MULHOUSE (68) Premier tram-train de France.

NANCY (54) Lancement d'un Défi énergie pour 100 familles volontaires du quartier de Haussonville (réduction des consommations d'eau, de gaz et d'électricité).

NANTERRE (92) Assises de l'écologie urbaine, démarche ville en transition; chauffage d'un nouveau quartier à partir des égouts.

NANTES (44) Service d'information téléphonique gratuit Allo climat; conseil de la biodiversité.

ORLÉANS (45) Annuaire du réemploi; opération « Embellissons nos rues »; guide des bonnes pratiques arboricoles et charte de l'arbre urbain.

PARIS (75) Ouverture de l'agence parisienne du climat (conseils gratuits et indépendants pour rénover son logement, adopter les écogestes, etc.).

SAINT-AVOLD (57) Maison de la mobilité; bus roulant aux agricarburants; location vélos électriques; plan de déplacement urbain.

SAINT-ÉTIENNE (42) « Green map » qui répertorie les initiatives locales développement durable : milieux naturels, initiatives « vertes », services écocitoyens, etc.

SALON-DE-PROVENCE (13) Sensibilisation des élèves au recyclage de leurs repas.

TOULOUSE (31) Sol, monnaie alternative pour favoriser l'économie locale...

VANNES (56) Développement du compostage en pied d'immeuble.

Potager municipal, couloirs de biodiversité, cantine

Les initiatives qui changent la ville

bio, couveuses pour agriculteurs...



Mulhouse

8 000 voyageurs convertis au tram-train

Premier du genre, le véhicule passe du réseau urbain au réseau ferré, faisant gagner un temps précieux aux usagers du nord-ouest de l'agglomération.



DARK SZUSTER/ULSACE/PHOTO POR/ULSACE

Comme chaque année, cette 6^e édition de notre palmarès des villes vertes récompense les meilleures innovations en matière de développement durable. Les lauréats 2011 misent sur l'alimentation saine et locale. Tant mieux!

Pages réalisées par Isabelle Verbaere, Jean-Pierre Reymond, Claire Duhar et Frédéric Karpyta

MULHOUSE Le tram-train met les habitants sur les bons rails

C'est une première en France. Et le résultat d'une vraie prouesse technologique. Comme son nom l'indique, le tram-train de Mulhouse est conçu pour rouler à la fois sur les voies du tram en centre-ville, et celles du réseau ferré, malgré des caractéristiques techniques différentes. A commencer par l'alimentation électrique, le premier roulant à 750 volts en continu, l'autre à 25 000 volts en alternatif. Dans un cas, les rails sont intégrés dans le bitume ou le gazon; dans l'autre, ils sont fixés sur des traverses. La jonction a néanmoins pu se faire sur une voie dédiée entre le rond-point Stricker à Mulhouse et la gare de Lutertbach. Au grand bénéfice des 90 000 habitants des communes situées dans la vallée de la Thur, au nord-ouest de l'agglomération.

Ils peuvent ainsi accéder directement au centre-ville sans avoir à prendre d'abord un train jusqu'à la gare centrale, puis à monter dans un tramway pour rebrousser chemin comme c'était le cas auparavant. « Chaque jour, 50 000 personnes qui vivent dans cette vallée prennent leur voiture pour se rendre à leur travail ou à l'université », détaille Philippe Chervy, directeur général de Soléa, l'entreprise qui exploite depuis un siècle et demi les lignes de transport mulhousiennes. « Le premier objectif du tram-train, dont le budget s'élève à 150 millions d'euros, est de désengorger le réseau routier. » Depuis sa mise en service en décembre 2010, 8 000 voyageurs ont fait le choix de ce nouveau mode de déplacement. Leur budget transport s'en trouve allégé de 70 % comparé à la voiture. Et par rapport aux circuits



Mouans Sartoux

Les élèves font la cueillette

Comment fournir les cantines scolaires en bio alors que la région manque de paysans convertis au bio? En cultivant son propre potager! Au menu, tomates et pommes de terre.



VILLE DE MOUANS-SARTOUX (2)

précédents, les temps de trajets ont été réduits de 20 à 10 min en évitant des changements fastidieux. Plus courant en Allemagne, le principe du tram-train peine en France, principalement à cause du coût de sa mise en place.

MOUANS-SARTOUX Un potager municipal pour servir la soupe aux élèves des cantines

La commune a décidé de produire elle-même les légumes et les fruits bio servis dans les cantines de la ville à leurs 12 000 demi-pensionnaires. Il faut dire que le département des Alpes-Maritimes manque de paysans et que les rares producteurs locaux installés en agriculture biologique ne suffisent plus à répondre aux besoins de la restauration collective. En effet, Mouans-Sartoux a fait le choix du bio pour les repas des élèves et des enfants des crèches, avec en plus l'ambition d'acheter local. « Nous avons acquis un terrain de 4 ha, développe le maire, André Aschieri. Il est situé près du centre-ville pour que les élèves puissent s'y rendre à pied et récolter les tomates et autres pommes de terre qu'ils dégusteront à midi. Pour le cultiver, nous avons décidé de recruter un agriculteur. Ce n'était pas simple car ce métier

n'existe pas dans la fonction publique. Nous avons passé une annonce et choisi une agricultrice de la Drôme, il y a un an ». La ferme municipale fournit déjà 80 % des légumes consommés à la cantine. L'année prochaine, la commune espère atteindre les 100 %. La plupart des fruits, plus longs à produire, sont encore achetés à des producteurs bio, locaux. La ferme de la municipalité va également permettre d'expérimenter d'autres bonnes pratiques — compostage, gestion de l'eau — et d'organiser des stages de jardinage.

ORLÉANS Un guide de la deuxième vie... des objets

Quelques clics suffisent pour savoir où faire réparer sa guitare, à qui donner des livres scolaires, où louer une tronçonneuse... Afin d'aider les particuliers à s'engager dans une consommation plus durable, et notamment à moins jeter, la communauté d'agglomération Orléans a mis en ligne un annuaire du réemploi depuis février 2011. « Notre site propose plus de 300 références : des associations comme Emmaüs qui collectent les objets en vue de leur réemploi, des artisans qui les réparent ou les customisent, des commerçants spécialisés dans la location de matériel, des sites Internet d'échanges entre particuliers », précise Hélène Fontaine, animatrice du programme local de prévention des déchets. « 3 000 personnes s'y étaient connectées fin juillet. » Grâce à cet

■ ■ ■ annuaire, la collectivité espère limiter le volume des encombrants collectés, soit 18 150 t en 2010, dont 1 150 chez les particuliers. « Environ 15 % de ces objets pourraient encore servir », regrette Hélène Fontaine. La communauté d'agglomération Orléans s'est engagée en 2009 dans un programme local de prévention des déchets. Objectif : réduire leur volume de 7 % d'ici à 2014. www.agglo-orleans.fr/annuaire-reemploi-144.html

■ **TOULOUSE** Une nouvelle monnaie pour passer à la caisse

Pour payer le restaurant, la réparation de la voiture ou 1 kg de pommes bio, plus de 600 Toulousains se servent, depuis mai 2011, du Sol-Violette, une monnaie solidaire expérimentée par la municipalité dans 3 quartiers. « Le Sol est éthique pour plusieurs raisons », expose Jean-Paul Pla, conseiller municipal délégué à l'économie sociale. « D'abord, il ne peut pas finir en placement financier. Il doit être utilisé sur place, dans un délai de trois mois, sinon il perd de sa valeur. Du coup, il enrichit le territoire et non pas les spéculateurs. Ensuite, il favorise les comportements vertueux. Ainsi, le consommateur peut utiliser le Sol pour payer un billet dans les transports collectifs mais pas pour acheter de l'essence. » Les commerçants, artisans et entreprises labellisés Sol s'engagent à respecter différents principes : pratiquer le tri sélectif, payer correctement leurs salariés, vendre des produits fabriqués localement ou équitables... La monnaie s'achète au Crédit coopératif et au Crédit municipal. Le taux de conversion est simple :

Toulouse

Fausse monnaie pour une vraie idée ?

En fait, le Sol n'est pas une fausse monnaie. Il s'achète à la banque et vaut 1 €. Mais il ne s'utilise que chez les commerçants du quartier pour favoriser l'économie locale.



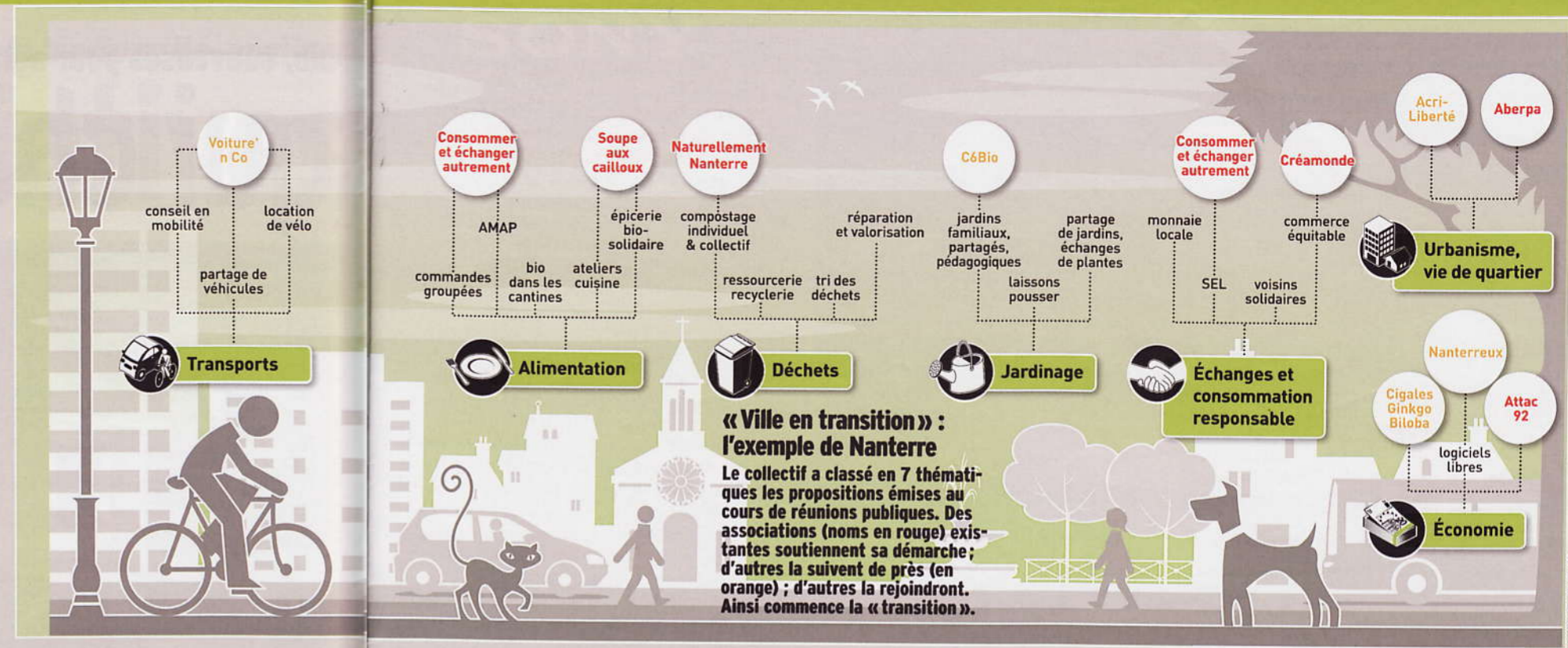
1 Sol = 1 €. « Nous avons prévu 25 adhérents qui acceptent le Sol, nous en sommes à plus de 60 », se réjouit Jean-Paul Pla. Vu son succès, son utilisation devrait être étendue à toute la ville dès 2012. www.sol-violette.fr

■ **SALON-DE-PROVENCE** Les enfants font le tri à la cantine

Le tri des déchets est au programme scolaire de l'école élémentaire. Pour que les enfants en comprennent le principe, la ville est passée aux travaux pratiques. Depuis septembre 2010, 280 demi-pensionnaires de deux établissements scolaires s'y exercent chaque jour, à l'heure du repas. Le restaurant scolaire a été transformé en self, doté d'une station de débarrasage. Les élèves vident leur plateau selon un ordre précis : pelures de pommes, gras de jambon et autres restes organiques dans le premier trou, serviettes en papier, pots de yaourt... dans le second. Puis ils rangent couverts, assiettes et verres dans chaque casier prévu à cet effet. Prochainement, les déchets organiques seront valorisés grâce à un composteur installé sur place. « L'an dernier, nous avions des embouteillages, les enfants ayant du mal avec la notion de déchets organiques », admet Emmanuelle Cosson, directrice de la restauration collective. « Cette année, 15 jours après la rentrée, c'était fluide. Même les CP ont compris. » L'expérience devrait donc être étendue aux 11 autres groupes scolaires de la ville. Près de 3 000 repas sont servis chaque jour par la cuisine centrale de Salon-de-Provence.

■ **BORDEAUX** Urgent cherche agriculteur(trice) pour gérer exploitation maraîchage ou autre, débutant(e) accepté(e)

Le territoire de la communauté urbaine de Bordeaux (Cub) comptait 259 exploitants agricoles en 1988. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'une centaine. Une hémorragie particulièrement ressentie sur le Parc des Jalles, au nord-ouest de la métropole. Cette zone de maraîchage de 4 700 ha constituait le potager de la ville il y a encore trente ans. Elle ne compte plus qu'une trentaine d'exploitants. Pour redynamiser l'agriculture sur ce territoire, la Cub a décidé de parrainer les personnes qui souhaiteraient devenir paysan sans avoir hérité d'une ferme. « Nous avons déjà trouvé deux candidats », se réjouit Magali Da Sylva, responsable du service espaces naturels et agricoles de la Cub. « Le premier souhaite s'installer comme maraîcher ; le second désire cultiver des plantes médicinales. Jusqu'alors, il était réparateur de télévision. » Pour soutenir ces futurs exploitants, la collectivité s'est associée à la Fédération régionale des centres ■ ■ ■



Ces réseaux citoyens qui anticipent la fin du pétrole...

Peut-être qu'un jour, en entrant dans une commune, vous serez accueilli par un panneau annonçant « Ville en transition ». Pour l'instant, ce tout jeune mouvement, né en 2005, est encore l'affaire de pionniers très motivés, à l'image de son fondateur, l'Anglais Rob Hopkin, professeur en « permaculture » (contraction de « agriculture permanente »). Ses membres défendent l'idée que la seule façon d'affronter le futur pic pétrolier est de diminuer sa consommation d'énergie fossile par tous les moyens, de retrouver davantage d'autonomie en relocalisant l'agriculture en priorité, mais aussi l'industrie. La transition serait donc cette période qui sépare notre actuelle dépendance au pétrole à une possible autonomie.

Aidé par ses étudiants, Rob Hopkin a rédigé la bible du mouvement, le *Transition Book*, puis commencé à prêcher la bonne parole en Angleterre, en Irlande, en Hollande, en Allemagne, en France... Le discours est simple, pragmatique, positif, et se fonde sur une évidence : le jour où le fioul et le kérosène seront hors

de prix, on ne pourra plus manger des raisins du Pérou, des pommes du Chili ou se vêtir de tee-shirts vietnamiens. Il faut donc anticiper. Lors de chacune de ses conférences, Rob Hopkin exhorte les spectateurs à agir concrètement. Il convainc : près de 1 000 groupes se sont formés dans le monde, dont une quarantaine dans l'Hexagone.

« L'objectif n'est pas de réinventer ce qui existe déjà »

Un groupe se crée à l'initiative de quelques mordus. A charge pour eux de convaincre des associations de venir étoffer ce réseau, qu'elles œuvrent pour le vélo en ville, les jardins partagés, le développement du solaire ou même l'histoire, pour pouvoir raconter aux jeunes générations comment on vivait avant les embouteillages et la pizza à domicile. « L'objectif n'est pas de réinventer ce qui existe déjà, mais de proposer une direction, une vision commune à tous les habitants », insiste Benoît Thévard, ingénieur en génie énergétique et fondateur d'un groupe à Châteauneuf-sur-Loire (45).

A Saint-Quentin-en-Yvelines (78), première ville française à rejoindre officiellement le réseau, Leight Barret a commencé avec un projet de vergers dans la ville. En janvier 2012, elle lancera une campagne pour réduire les factures d'eau, d'électricité et de déchets. Le site de Malakoff (92) propose toute une palette d'actions allant du développement des systèmes d'échanges locaux (Sel) à la mise en place de repas végétariens dans les cantines. Comme l'expliquent les chercheurs Luc Semal et Mathilde Szuba, auteurs d'une étude sur le mouvement, « si le cœur du réseau basé à Totnes (G.-B.), où vit Hopkin, fournit conseils et formations, il n'interfère quasiment pas dans la vie des groupes locaux, restant fidèle à l'un de ses principes fondateurs : « *Let it go where it wants to go* ». » Les groupes évoluent donc comme ils l'entendent, et cette souplesse explique la diversité des initiatives recensées en France.

La méthode ne fonctionne pas forcément du premier coup. Le Trièves (Isère), deuxième initiative officielle en France depuis juin

2011, avait ainsi fait une première tentative en 2007. « Ça n'avait pas marché car beaucoup venaient pour discuter de manière théorique, et non pour agir », regrette Pierre Bertrand, traducteur scientifique, l'un des initiateurs. En 2010, il décide de suivre la formation proposée à Totnes. « Après un module théorique sur le pic pétrolier, nous avons étudié la manière d'animer des groupes et de les faire travailler ensemble. Mais il n'y a pas de recette infaillible. Chacun doit réfléchir à la spécificité de son paysage socio-économique. » Reste à faire durer le mouvement. « Comme il est fondé sur le bénévolat, le risque est l'essoufflement, reconnaît Pierre Bertrand. Mais sa force est de rendre confiance et motivation à chacun, de lui faire prendre conscience que lui aussi a une valeur et qu'il peut faire quelque chose sans attendre les solutions d'en haut. »



Rob Hopkin a lancé le principe des villes en transition en 2005. Ni théoricien ni gourou, il s'est contenté de délivrer un mode d'emploi et laisse les membres agir à leur guise pour un objectif unique : diminuer notre dépendance au pétrole.

ANTOINE LEVESQUE



La Rochelle

Des navettes électriques sans chauffeur

Ce véhicule se repère seul avec un GPS et évite les obstacles grâce à des faisceaux laser. L'objectif est d'en faire une navette régulière entre parkings périphériques et centre-ville.

DOMINIQUE/SUD OUEST/PHOTO POR/MAX PPP

■ ■ ■ d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (FrCivam) d'Aquitaine. Cet organisme met en place de véritables « couveuses » agricoles qui offrent un accompagnement à la fois économique et administratif aux candidats. Il se charge aussi de leurs dénicher un agriculteur sur le départ qui jouera le rôle de parrain. Ce soutien porte sur différents aspects techniques : prêt de matériel, aide à l'organisation du travail... Les futurs exploitants peuvent ainsi tester leur projet en conditions réelles pendant un ou deux ans avant de s'installer sans prendre aucun risque, financier ou juridique. La Cub se charge de leur trouver des terres à louer ou à acheter avec un prêt gratuit. Elle s'emploie aussi à leur créer des débouchés locaux. Ainsi, elle soutient financièrement le réseau des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap). Une Amap est constituée d'un exploitant qui s'engage à fournir périodiquement à un prix fixe et constant des produits de qualité, et de consommateurs qui lui achètent à l'avance une partie de sa récolte. Il en existait 3 en 2007, on en compte aujourd'hui plus d'une trentaine qui fournissent 2 400 familles.

■ LA ROCHELLE Y a-t-il un pilote dans le taxi? Non!

Pionnière dans la recherche de la mobilité « écologique » avec les premiers vélos en libre-service en 1976, les voitures électriques et un bateau électrosolaire dans les années 90, La Rochelle a testé cette année une voiture électrique sans chauffeur. Initiée par le projet européen Citymobil, cette « cybercar » a permis de relier la médiathèque à l'univer-

sité, soit 800 m parcourus à 10 km/h. Propulsé par des batteries électriques d'une autonomie de 40 km, le véhicule, conçu par l'Inria, s'oriente en temps réel grâce à deux lasers de 180° — qui détectent les obstacles 100 m à l'avance — et se localise grâce à un GPS nouvelle génération : le passager indique sa destination, l'ordinateur fait le reste. Ce test avec piétons, cyclistes et voitures, est une première en Europe. « Le but était d'évaluer la capacité du véhicule à se mouvoir au milieu des autres et voir si les gens acceptent ce concept », détaille Denis Leroy, vice-président de la communauté d'agglomération de La Rochelle, chargé de la mobilité et des transports. Verdict? Technologiquement, des réglages sont encore nécessaires, notamment pour qu'une feuille morte ne soit pas consi-

dérée comme un obstacle... Les chercheurs aimeraient aussi le faire rouler plus vite. « Dans quelques années, ce véhicule aura sa place dans notre offre de mobilité pour relier, par exemple, un parking périphérique au centre-ville », estime Denis Leroy.

■ LOOS-EN-GOHELLE Hironelles et papillons de retour sur les terrils

Loos-en-Gohelle a fait sa mue. De vestige minier, elle s'est transformée en paradis vert. Si les deux plus vieux terrils d'Europe découpent encore l'horizon, on y recense chaque année 5 à 10 nouvelles espèces de plantes ou d'animaux. 449 espèces végétales et 196 animaux logent dans cette commune dont le tiers du territoire était une friche minière il y a dix ans. On doit cette biodiversité à la ceinture verte, un corridor biologique d'une quinzaine de kilomètres reliant les différents quartiers entre eux. « Ces espaces verts rétablissent une continuité biologique essentielle pour le déplacement des animaux et pour les végétaux, en redonnant une continuité à la nature, même en ville », explique le maire, Jean-François Caron. Au fil des années, une fauvette migrant d'Afrique, l'hypolaïs icterine, a pris l'habitude de nicher. Le pivert, la chouette effraie ou encore le busard des roseaux ont fait leur apparition. Les hironelles et papillons se multiplient et sont surveillés par les habitants, impliqués dans le projet. Les Loosois plébiscitent cette trame verte, où ils ont pris l'habitude d'aller cueillir pommes, mûres ou framboises, toutes issues d'espèces en voie de disparition ou réintroduites. Les citoyens ont aussi participé à l'élaboration de circuits d'interprétations destinés aux touristes. Avec son smartphone, on peut parcourir la commune et découvrir des témoignages d'habitants, d'anciens mineurs, des photos historiques... Les touristes y côtoient les chercheurs venus du monde entier dans ce laboratoire d'expérimentation, vitrine et lieu de vie durable. ■

Comment ce palmarès a-t-il été réalisé?

Depuis 2006, il distingue les 20 villes qui, au cours de l'année écoulée, se sont montrées particulièrement innovantes en matière de développement durable. Il récompense :

- 1 La gouvernance, c'est-à-dire la façon de gérer la collectivité;
- 2 la cohésion sociale (culture, insertion, petite enfance, handicapés, populations précaires...);
- 3 le développement

économique, l'urbanisme et le transport;

4 l'environnement (gestion de l'eau, de l'énergie, espaces verts, biodiversité). Comme les années précédentes, cette sélection a été effectuée en partenariat avec BMJ Ratings, agence de notation extra-financière qui ausculte toute l'année les pratiques des villes françaises, des départements et des régions. BMJ Ratings est engagée

depuis quinze ans dans l'évaluation « développement durable » des entreprises et, depuis dix ans, des collectivités locales. Parmi ses missions récentes, les Conseils régionaux de Rhône-Alpes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur et les coopératives agricoles Cooperl, Euralis et Nouricia.

BMJ
RATINGS